



# Assemblée générale

Distr. générale  
3 décembre 2008  
Français  
Original : arabe

---

## Soixante-troisième session

Point 38 de l'ordre du jour

### **Souveraineté permanente du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles**

#### **Rapport de la Deuxième Commission**

*Rapporteur* : M. Awsan Al-Aud (Yémen)

## **I. Introduction**

1. À sa 2<sup>e</sup> séance plénière, le 19 septembre 2008, sur la recommandation du Bureau, l'Assemblée générale a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa soixante-troisième session la question intitulée « Souveraineté permanente du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles » et de la renvoyer à la Deuxième Commission.

2. La Deuxième Commission a examiné la question à ses 13<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup> et 28<sup>e</sup> séances les 20 et 28 octobre et le 20 novembre 2008. Ses débats sont consignés dans les comptes rendus analytiques correspondants (A/C.2/63/SR.13, 19 et 28). L'attention est également appelée sur le débat général que la Commission a tenu de sa 2<sup>e</sup> à sa 6<sup>e</sup> séance, du 6 au 8 octobre (voir A/C.2/63/SR.2 à 6).

3. Pour l'examen de la question, la Commission était saisie des documents suivants :

a) Chapitres pertinents du rapport du Conseil économique et social pour 2008<sup>1</sup>;

b) Note du Secrétaire général transmettant le rapport établi par la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale concernant les répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne sur les conditions

---

<sup>1</sup> A/63/3 et Add.1; pour le texte définitif, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-troisième session, Supplément n° 3* (A/63/3/Rev.1).



de vie du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et de la population arabe du Golan syrien occupé (A/63/74-E/2008/13);

c) Lettre datée du 8 juillet 2008, adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Italie transmettant les résolutions adoptées par la cent dix-huitième Assemblée de l'Union interparlementaire (Le Cap (Afrique du Sud), le 18 avril 2008) (A/63/123).

4. À la 13<sup>e</sup> séance, le 20 octobre, l'Administrateur chargé du Bureau des commissions régionales des Nations Unies à New York a fait une déclaration liminaire (voir A/C.2/63/SR.13).

5. À la même séance, en application de l'alinéa d) du paragraphe 3 (sect. C) de la résolution 58/316 de l'Assemblée générale, la Commission a tenu un dialogue avec le représentant du Secrétariat, au cours duquel le représentant de la République arabe syrienne et l'Observateur de la Palestine ont formulé des observations et posé des questions auxquelles l'Administrateur chargé du Bureau des commissions régionales à New York a répondu (voir A/C.2/63/SR.13).

## II. Examen du projet de résolution A/C.2/63/L.5

6. À la 19<sup>e</sup> séance, le 28 octobre, le représentant de l'Égypte a présenté le projet de résolution intitulé « Souveraineté permanente du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles » (A/C.2/63/L.5), au nom des pays suivants : Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Brunei Darussalam, Comores, Cuba, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Indonésie, Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Koweït, Liban, Malaisie, Maroc, Mauritanie, Namibie, Nicaragua, Oman, Qatar, Sénégal, Somalie, Soudan, Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du), Yémen et Palestine<sup>2</sup>. Le Pakistan s'est par la suite porté coauteur du projet de résolution.

7. À sa 28<sup>e</sup> séance, le 20 novembre, la Commission a été informée que le projet de résolution n'avait pas d'incidence sur le budget-programme.

8. À la même séance, à l'issue d'un vote enregistré, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.2/63/L.5 par 139 voix contre 6, avec 4 abstentions (voir par. 11). Les voix se sont réparties comme suit<sup>3</sup> :

*Ont voté pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cambodge, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Croatie, Cuba,

<sup>2</sup> Conformément à la résolution 52/250 de l'Assemblée générale.

<sup>3</sup> Les délégations de l'Arabie saoudite, du Belize, de la Bosnie-Herzégovine, du Brésil, du Danemark, de la Finlande, de la Guinée, de l'Ouganda, du Pérou, du Sénégal, de la Suède, de la Trinité-et-Tobago et de la Zambie ont indiqué que si elles avaient été présentes, elles auraient voté pour; la délégation des Palaos a indiqué que si elle avait été présente elle aurait voté contre; et la délégation d'Haïti a indiqué que son abstention lors du vote procédait d'une erreur et qu'elle avait l'intention de voter pour.

Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, Estonie, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, France, Gabon, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guyana, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kirghizistan, Koweït, Lettonie, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Serbie, Singapour, Slovénie, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suisse, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zimbabwe

*Ont voté contre :*

Australie, Canada, États-Unis d'Amérique, Israël, Îles Marshall, Micronésie (États fédérés de)

*Se sont abstenus :*

Côte d'Ivoire, Fidji, Haïti, Nauru

9. Avant l'adoption du projet de résolution, le représentant de la République arabe syrienne a fait une déclaration; après l'adoption du projet de résolution, les représentants d'Israël et de la France (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne) ont fait des déclarations pour expliquer leur vote (voir A/C.2/63/SR.28).

10. Également à la 28<sup>e</sup> séance, l'Observateur de la Palestine a fait une déclaration (voir A/C.2/63/SR.28).

### III. Recommandation de la Deuxième Commission

11. La Deuxième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

**Souveraineté permanente du peuple palestinien  
dans le territoire palestinien occupé, y compris  
Jérusalem-Est, et de la population arabe dans  
le Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 62/181, du 19 décembre 2007, et prenant note de la résolution 2008/31 du Conseil économique et social, en date du 25 juillet 2008,

*Rappelant également* ses résolutions 59/251, du 22 décembre 2004, et 58/292, du 6 mai 2004,

*Réaffirmant* le principe de la souveraineté permanente des peuples sous occupation étrangère sur leurs ressources naturelles,

*Guidée* par les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, affirmant l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la force, et rappelant les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, notamment les résolutions 242 (1967), du 22 novembre 1967, 465 (1980), du 1<sup>er</sup> mars 1980 et 497 (1981), du 17 décembre 1981,

*Rappelant* sa résolution 2625 (XXV), du 24 octobre 1970,

*Réaffirmant* que la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949<sup>1</sup>, est applicable au territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et aux autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967,

*Rappelant* à cet égard le Pacte international relatif aux droits civils et politiques<sup>2</sup> et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels<sup>2</sup>, et affirmant que ces instruments relatifs aux droits de l'homme doivent être respectés dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, ainsi que dans le Golan syrien occupé,

*Rappelant également* l'avis consultatif sur les conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé<sup>3</sup> que la Cour internationale de Justice a rendu le 9 juillet 2004, et rappelant en outre ses résolutions ES-10/15, du 20 juillet 2004, et ES-10/17, du 15 décembre 2006,

*Préoccupée* par le fait qu'Israël, Puissance occupante, exploite les ressources naturelles du territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et des autres territoires arabes occupés depuis 1967,

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n° 973.

<sup>2</sup> Voir résolution 2200 A (XXI), annexe.

<sup>3</sup> A/ES-10/273 et Corr.1.

*Gravement préoccupée* par le fait qu'Israël, Puissance occupante, détruit en grand nombre terres agricoles et vergers dans le territoire palestinien occupé, notamment en arrachant d'innombrables arbres fruitiers,

*Préoccupée* par le fait qu'Israël, Puissance occupante, détruit en grand nombre des équipements essentiels, notamment des réseaux d'adduction d'eau et d'assainissement, dans le territoire palestinien occupé, ce qui entraîne, entre autres, pollution et dégradation des ressources naturelles du peuple palestinien,

*Consciente* du préjudice que les colonies de peuplement israéliennes occasionnent aux ressources naturelles du territoire palestinien et des autres territoires arabes, notamment du fait de la confiscation de terres et du détournement de ressources en eau, et des conséquences socioéconomiques dramatiques qu'elles entraînent,

*Consciente également* du préjudice que le mur qu'Israël, Puissance occupante, construit illégalement à l'intérieur du territoire palestinien occupé, y compris à Jérusalem-Est et alentour, occasionne aux ressources naturelles du territoire palestinien et des graves incidences qu'il a sur la situation économique et sociale du peuple palestinien,

*Réaffirmant* qu'il faut que les négociations menées dans le cadre du processus de paix au Moyen-Orient, progressent, sur la base des résolutions du Conseil de sécurité 242 (1967), 338 (1973), du 22 octobre 1973, 425 (1978), du 19 mars 1978 et 1397 (2002), du 12 mars 2002, du principe « terre contre paix », de l'Initiative de paix arabe<sup>4</sup> et de la Feuille de route axée sur les résultats pour un règlement permanent, prévoyant deux États, du conflit israélo-palestinien<sup>5</sup>, proposée par le Quatuor et approuvée par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1515 (2003), du 19 novembre 2003, en vue d'un règlement définitif dans tous les domaines,

*Prenant note* du retrait israélien de la bande de Gaza et de certaines parties du nord de la Cisjordanie, ainsi que de l'importance du démantèlement des colonies y implantées, pas en avant sur le chemin tracé dans la Feuille de route,

*Soulignant* que l'unité, la continuité et l'intégrité de l'ensemble du territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, doivent être respectées et préservées,

*Rappelant* que tous les actes de violence, y compris les actes de terreur, de provocation, d'incitation et de destruction, doivent prendre fin,

*Prenant acte avec satisfaction* de la note du Secrétaire général transmettant le rapport de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale sur les répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne sur les conditions de vie du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe du Golan syrien occupé<sup>6</sup>,

1. *Réaffirme* les droits inaliénables du peuple palestinien et de la population du Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles, notamment leurs terres et ressources en eau;

<sup>4</sup> A/56/1026-S/2002/932, annexe II, résolution 14/221.

<sup>5</sup> Voir S/2003/529,annexe.

<sup>6</sup> A/63/74-E/2008/13.

2. *Demande* à Israël, puissance occupante, de ne pas exploiter, altérer, détruire, épuiser ou mettre en péril les ressources naturelles du territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et du Golan syrien occupé;

3. *Reconnaît* le droit du peuple palestinien de demander réparation si ses ressources naturelles sont exploitées, altérées, détruites, épuisées ou mises en péril par suite de mesures illégales prises par Israël, Puissance occupante, dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et exprime l'espoir que cette question sera réglée dans le cadre des négociations entre les parties palestinienne et israélienne relatives au statut définitif;

4. *Souligne* que l'édification du mur à laquelle Israël procède dans le territoire palestinien occupé, y compris à Jérusalem-Est et alentour, est contraire au droit international et dépossède le peuple palestinien de ses ressources naturelles, et demande à cet égard le respect intégral des obligations juridiques énoncées dans l'avis consultatif rendu le 9 juillet 2004 par la Cour internationale de Justice<sup>3</sup>, ainsi que dans sa résolution ES-10/15;

5. *Demande* à Israël, puissance occupante, de s'acquitter scrupuleusement des obligations que lui impose le droit international, notamment le droit international humanitaire, en ce qui concerne la modification du caractère et du statut du territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est;

6. *Demande également* à Israël, puissance occupante, de mettre fin, dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et dans le Golan syrien occupé, au déversement de déchets de toute sorte, qui fait peser une grave menace sur les ressources naturelles de ces territoires, à savoir les ressources en eau et en terre, et risque de nuire à l'environnement, ainsi qu'à la santé des populations civiles;

7. *Demande en outre* à Israël de mettre fin à la destruction d'équipements essentiels, notamment de réseaux d'adduction d'eau et d'assainissement, qui a notamment pour conséquence une dégradation des ressources naturelles du peuple palestinien;

8. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte à sa soixante-quatrième session de l'application de la présente résolution et décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de ladite session la question intitulée « Souveraineté permanente du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles ».